

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JANVIER 1921.

Projet de loi

approuvant la Convention internationale pour la création à Paris d'un Institut international du froid, signée le 21 juin 1920.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

Une Conférence Internationale à laquelle quarante-deux pays étaient représentés, a eu lieu à Paris, le 21 juin 1920, dans le but d'examiner la question de la création dans cette ville d'un Institut International du Froid.

Cette Conférence a abouti à la conclusion de la Convention que nous avons l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations.

L'industrie du Froid a pris depuis deux ans une grande extension en Belgique et les pouvoirs publics auxquels on doit la réalisation d'importantes installations frigorifiques dans tout le pays, ont les premiers compris l'importance que présente actuellement au point de vue de l'alimentation populaire, la conservation des denrées fraîches et frigorifiées, indigènes et étrangères, qui peuvent être livrées à la consommation belge en excellent état et à un prix raisonnable.

Le Gouvernement, en général, et différents Départements ministériels, en particulier, ont donc le plus grand intérêt à être tenus régulièrement au courant de toutes les questions relatives à cette industrie.

L'Institut International du Froid de Paris, centralisera tous les renseignements et documents relatifs à l'industrie du Froid, ainsi que les résultats des recherches effectuées dans chaque pays pour en permettre une application rapide et complète.

Les buts que l'Institut se propose d'atteindre et qui se trouvent spécialement indiqués à l'article premier de la dite Convention sont les suivants :

1° Favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du Froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine;

2° Favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant

à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables ;

3° Faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation ;

4° Centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du Froid ;

5° Centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature intéressant les industries du Froid et présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du Froid ;

6° Organiser les Congrès internationaux du Froid ;

7° Se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés, en vue d'apurer la réalisation de son programme d'action.

Ces buts plaident suffisamment en faveur de l'approbation de la Convention et justifient l'inscription de la Belgique dans la première catégorie des pays participants. Elle aura de ce chef à verser une subvention annuelle de 12,000 francs et pourra désigner six représentants, ce qui lui permettra de prendre une part importante aux travaux de cet organisme.

Nous avons la confiance, Messieurs, que vous voudrez bien réserver un accueil favorable à cet accord international.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

*Le Ministre du Travail, de l'Industrie
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.



CONVENTION INTERNATIONALE

**pour la
création, à Paris, d'un Institut International du Froid,
conclue**

ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA BELGIQUE, LE CHILI, LA CHINE, LA COLOMBIE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE CUBAINE, LE DANEMARK, L'ESPAGNE, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, MADAGASCAR, LA GRANDE-BRETAGNE ET LES DOMINIONS DE L'AFRIQUE DU SUD, LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'Australie, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LES INDES, LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, L'ITALIE ET SES COLONIES D'ÉRYTHRÉE, DE TRIPOLITAINE ET DES SOMALIS, LE JAPON, LE LUXEMBOURG, LE MAROC, LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LES PAYS-BAS ET LEURS COLONIES DES INDES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, LE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA RÉPUBLIQUE TCHÉCO-SLOVAQUE, LA TUNISIE ET L'URUGUAY.

Les Soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Paris, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à fonder et à entretenir un Institut international du Froid, dont le siège est à Paris. Tout Etat, Dominion ou Colonie qui n'est pas signataire de la présente Convention pourra y adhérer sur sa demande, si son admission à l'Institut international du Froid est prononcée par la Conférence générale prévue à l'article 4 ci-après, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. La demande sera adressée au Directeur de l'Institut ; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le Directeur au Ministre des Affaires Etrangères de la République Française, qui la notifiera à tous les Gouvernements adhérents.

ART. 2.

Les personnes morales ou privées ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid et les bienfaiteurs de l'Institut international du Froid, pourront, par une décision du Comité Exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

ART. 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux :

1° De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine ;

2° De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables ;

3° De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées, au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation ;

4° De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid ;

5° De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature intéressant les industries du froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des Gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid ;

6° D'organiser les Congrès internationaux du froid ;

7° De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés, en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un État particulier sont exclues de la compétence de l'Institut International du Froid.

ART. 4.

L'Institut International du Froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les États participants. Les États qui ne désirent pas nommer de représentants officiels peuvent faire agréer par l'Institut International du Froid un groupement qualifié qui y représentera leur pays en leurs lieux et place.

Le nombre des représentants de chaque État dans la Conférence générale est celui fixé par l'article 9 de la présente Convention, qui règle la participation des États aux dépenses de l'Institut. Les membres de la Conférence

empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues de la Conférence.

La Conférence générale se réunit au moins tous les deux ans.

ART. 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut International du Froid est confié à un Comité Exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

Le Comité Exécutif se compose de membres désignés par les Gouvernements respectifs. Chaque Etat, Dominion et Colonie adhérents sera représenté dans le Comité Exécutif par un membre.

Les Présidents des Commissions internationales prévues à l'article 7 de la présente Convention ont entrée au Comité Exécutif avec voix consultative.

Le Comité Exécutif se réunit au moins deux fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale; il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut; il nomme au scrutin secret le Directeur, qui remplit les fonctions de Secrétaire général de la Conférence générale; il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité Exécutif empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues du Comité.

Le Comité Exécutif pourra constituer, dans son sein, un Comité Directeur.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité Exécutif possède les pouvoirs de la Conférence générale, sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Le Comité Exécutif choisit, dans son sein, un Président, six Vice-Présidents et un Comité d'Administration, composé de douze membres, qui prépare le budget et présente un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'Administration, le Directeur mandate les dépenses et opère les recettes; il signe toutes quittances et tous reçus; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

ART. 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un Directeur, nommé par le Comité Exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au Comité Exécutif, sur la proposition du Directeur.

ART. 7.

Les études prévues par l'article 3 de la présente Convention sont entreprises et poursuivies par des Commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixés par la Conférence générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment :

- A l'obtention des basses températures ;
- Au matériel et aux installations frigorifiques ;
- Aux applications industrielles du froid ;
- Aux transports ;
- A la législation ;
- A l'enseignement ;
- A l'économie générale et à la statistique.

Le Président de chacune de ces Commissions est choisi par la Conférence générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque Commission est fixée également par la Conférence générale sur propositions présentées par le Président désigné par elle, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du Froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérant à la présente Convention.

ART. 8.

Les travaux des Commissions et les renseignements de toute nature recueillis par l'Office central de l'Institut en vertu de l'article 3 de la présente Convention sont publiés par la voie d'un Bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français, mais une édition dans toute autre langue des pays adhérant à la présente Convention pourra être publiée sur la demande des pays intéressés, dans la mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du *Bulletin* est effectué à tous les pays adhérant à la présente Convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence générale.

ART. 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes :

1° Par les subventions annuelles des États qui acceptent de prendre part à son fonctionnement et dont la contribution est fixée suivant les catégories ci-après :

CATÉGORIES	Subventions annuelles	Nombre de Représentants à la Conférence générale
I.	12,000	6
II.	9,000	5
III.	6,000	4
IV.	4,000	3
V.	2,000	2
VI.	1,000	1

2° Par les recettes provenant des abonnements au *Bulletin* et de la vente

des publications de l'Institut réalisés dans les conditions fixées par le Comité exécutif ;

3° Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'article 2 de la présente Convention.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des pays contractants sont versées par ces derniers, au commencement de chaque année, au directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française.

ART. 10.

La présente Convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années, chaque Gouvernement ayant le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

Tout Gouvernement venant à adhérer ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

ART. 11

La présente Convention sera ratifiée. Chaque puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement Français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement Français.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque pays signataire le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris, le vingt et un juin mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des pays signataires.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Pour la République Argentine : Signé : DE ALVEAR.

» JORGE GUERRERO.

Pour la Belgique :

» WALTER PEERBOM.

Pour le Chili :

» MAXIMILIANO IBANEZ.

Pour la Chine :

»

Pour la Colombie :

»

Pour la République de Costa-Rica :

» MANUEL DE PERALTA.

<i>Pour la République Cubaine :</i>	Signé :	RAPHAEL MARTINEZ ORTIZ.
<i>Pour le Danemark :</i>	»	H. A. BERNHOFT.
<i>Pour l'Espagne :</i>	»	MARIANO BASTOS.
<i>Pour la Finlande :</i>	»	
<i>Pour la France :</i>	»	J. RICARD,
	»	ANDRÉ LEBON.
	»	MAURICE LESAGE.
<i>Pour l'Algérie :</i>	»	E. GÉRARD.
<i>Pour les Colonies de l'Afrique Occidentale française et pour Madagascar :</i>	»	YOU.
<i>Pour les Colonies et Protectorats français et l'Indo-Chine :</i>	»	GARNIER.
<i>Pour la Grande-Bretagne :</i>	»	
<i>Pour les Dominions de l'Afrique du Sud :</i>	»	
<i>Pour le Canada :</i>	»	
<i>Pour le Commonwealth d'Aus- tralie :</i>	»	
<i>Pour la Nouvelle-Zélande :</i>	»	
<i>Pour les Indes :</i>	»	
<i>Pour la Grèce :</i>	»	SKOUSES.
<i>Pour le Guatemala :</i>	»	
<i>Pour la République d'Haïti :</i>	»	
<i>Pour l'Italie :</i>	»	ANDREA SABINI.
<i>Pour les Colonies italiennes d'Ery- thrée de Tripolitaine et des Somalis :</i>	»	Dr UBERTO FERRETTI.
<i>Pour le Japon :</i>	»	H. ASHIDA.
<i>Pour le Luxembourg :</i>	»	J. PH. WAGNER.
<i>Pour le Maroc :</i>	»	NACIVET.
<i>Pour la Principauté de Monaco :</i>	»	BALNY D'AVRICOURT.
<i>Pour la Norvège :</i>	»	CHRISTOFFER SMITH.
<i>Pour la République de Panama :</i>	»	R. A. AMADOR.
<i>Pour les Pays-Bas et les Indes Néerlandaises :</i>	»	KAMERLINGH ONNES.
<i>Pour le Pérou :</i>	»	
<i>Pour la Pologne :</i>	»	STANISLAS SOKOLOWSKI.
<i>Pour le Portugal :</i>	»	JOSÉ DE MATTOS BRAANCAMPS.
<i>Pour la Roumanie :</i>	»	
<i>Pour l'État Serbe-Croate-Slovène :</i>	»	DOUCHANS,
	»	TOMITCH.
<i>Pour le Siam :</i>	»	
<i>Pour la Suède :</i>	»	
<i>Pour la Suisse :</i>	»	DUNANT,
	»	CH. GUILLAUME.

*Pour la République Tchéco-Slo-
vaque :*

Signé : V. C. VANICKK.

Pour la Tunisie :

» H. GEOFFROY SAINT-HILAIRE.

Pour l'Uruguay :

»



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JANUARI 1921.

Ontwerp van wet

tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst voor de stichting te Parijs,
van een Internationaal Instituut der Koude, geteekend te Parijs op 21 Juni 1920.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Eene Internationale Conferentie, waarbij twee en veertig Staten vertegenwoordigd waren, heeft te Parijs plaats gehad, op 21 Juni 1920, met het doel de vraag van de stichting in deze stad van een Internationaal Instituut der Koude te onderzoeken.

Deze Conference eindigde met het sluiten der Overeenkomst, die wij de eer hebben, Mijne Heeren, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De Nijverheid der Koude heeft in België sedert twee jaar eene groote uitbreiding genomen en de openbare besturen, waaraan men de oprichting in het geheele land van koel- en vriesinrichtingen te danken heeft, hebben onmiddellijk ingezien welk groot belang thans verbonden is, met het oog op de volksvoeding, aan het bewaren der verse en bevroren, inlandse en vreemde levensmiddelen, die in uitstekenden staat en tegen een redelijken prijs aan het Belgisch verbruik kunnen geleverd worden.

De Regeering, in het algemeen, en de verschillende ministerieele Departementen, in het bijzonder, hebben er dus het grootste belang bij geregeld op de hoogte gehouden te worden van alle vragen betreffende deze nijverheid.

Het Internationaal Instituut der Koude te Parijs zal alle inlichtingen en dokumenten betreffende de Nijverheid der Koude bijeen brengen zoowel als de uitslagen der onderzoekingen in elk land gedaan om er een vlugge en volledige toepassing van mogelijk te maken.

De doeleinden, welke het Instituut zich voorstelt te bereiken, en die in het bijzonder aangegeven zijn in het eerste artikel van gezegde overeenkomst, zijn de volgende :

1^o) Het onderwijs der wetenschap en der praktijk van de Koude, alsmede de ontwikkeling en de verspreiding der wetenschappelijke of technische studies en onderzoekingen op dit gebied gedaan, te bevorderen ;

2^o) De studie te bevorderen der beste oplossingen van de vragen welke betrekking hebben op het bewaren, het vervoeren en het uitdeelen der aan bederf onderhevige waren ;

3^o) De plaats bekend te maken ingenomen in de wereld door de bevroren waren, uit het drievoudig oogpunt der voortbrengst, van het verkeer van het verbruik, onder aanwijzing van den oorsprong der openbaar gemaakte inlichtingen ;

4^o) Alle wetenschappelijke, technische en economische inlichtingen en documenten betreffende het voortbrengen en het gebruiken der koude, met het oog op hunne bekendmaking bijeen te brengen ;

5^o) De wetten, reglementen en inlichtingen van elken aard, welke van belang zijn voor de nijverheden der koude, voor hunne bestudeering bijeen te brengen en, in voorkomend geval, aan de goedkeuring der Regeeringen de maatregelen voor te stellen, welke strekken tot de verbetering en de eenmaking der reglementen betreffende het internationaal verkeer der producten, waarvoor de toepassingen der koude gebruikt kunnen worden ;

6^o) Internationale congressen der koude in te richten ;

7^o) Zich voortdurend in verbinding te houden met de belanghebbende wetenschappelijke en beroepsgroeperingen, ten einde de verwezenlijking van het programma zijner werkzaamheid te verzekeren.

Deze doeleinden pleiten genoegzaam ten voordeele van de goedkeuring der Overeenkomst en rechtvaardigen de inschrijving van België in de eerste categorie der deelnemende landen. Het zal uit dien hoofde eene jaarlijksche bijdrage van 12,000 frank moeten storten en zal 6 vertegenwoordigers mogen aanwijzen, wat het zal toelaten een belangrijk deel te nemen in de werkzaamheden van dit organisme.

Wij vertrouwen, Mijne Heeren, dat gij aan deze internationale overeenkomst een gunstig onthaal zult verleen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Arbeid, Nijverheid en Bevoorrading,

J. WAUTERS.

INTERNATIONALE OVEREENKOMST

voor de stichting, te Parijs,
van een Internationaal Instituut der Koude, gesloten

TUSSCHEN DE ARGENTIJSCH REPUBLIEK, BELGIE, CHILI, CHINA, COLUMBIA, DE REPUBLIEK COSTA-RICA, DE CUBAANSCH REPU-
BLIEK, DENEMARKEN, SPANJE, FINLAND, FRANKRIJK, ALGERIE, DE
KOLONIEN VAN FRANSCH WEST-AFRIKA, DE FRANSCH KOLONIEN
EN PROTECTORATEN VAN INDO-CHINA, MADAGASKAR, GROOT-
BRITTANNIE EN DE DOMINIONS VAN ZUID-AFRIKA, CANADA, DEN
STATENBOND (COMMONWEALTH) VAN AUSTRALIE, NIEUW-ZEELAND,
INDIE, GRIEKENLAND, GUATEMALA, DE REPUBLIEK HAITI, ITALIE
EN ZIJN KOLONIEN VAN ERYTHREA, VAN TRIPOLITANIE EN DER
SOMALIS, JAPAN, LUXEMBURG, MAROKKO, HET VORSTENDOM
MONACO, NOORWEGEN, DE REPUBLIEK PANAMA, NEDERLAND EN
ZIJNE KOLONIEN VAN NEDERLANDSCH-INDIE, PERU, POLEN, PORTU-
GAL, ROEMENIE, DEN SERVISCH-KROATISCH-SLOVEENSCHEN STAAT,
SIAM, ZWEDEN, ZWITSERLAND, DE TSJECHO-SLOWAKSCHE REPU-
BLIEK, TUNIS EN URUGUAY.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden der Regeeringen der hierboven
opgesomde landen, bijeengekomen zijnde in Conferentie te Parijs, zijn over-
eengekomen omtrent de volgende bepalingen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich een Internationaal
Instituut der Koude, waarvan de zetel te Parijs is, te stichten en te onder-
houden. Elke Staat, Dominion of Kolonie, welke onderhavige Overeenkomst
niet geteekend heeft, zal er op zijn verzoek lid van kunnen worden, indien
zijne toetreding tot het Internationaal Instituut der Koude uitgesproken is
geworden door de algemeene Conferentie, voorzien in artikel 4 hiernavol-
gend, bij meerderheid van de twee derden der aanwezige of vertegenwoor-
digde leden. Het verzoek zal gericht worden tot den Bestuurder van het
Instituut; het zal de verbintenis omvatten door eene jaarlijksche bijdrage
deel te nemen in de kosten van het Instituut, onder de voorwaarden bepaald
bij artikel 9. Zoodra eene toetreding zal uitgesproken geweest zijn, zal er
door den Bestuurder bericht van gegeven worden aan den Minister van
Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek, die er kennis van zal geven
aan al de aangesloten Regeeringen.

ART. 2.

De rechts- of private personen, die eenen rol gespeeld hebben in de wetenschap of in de nijverheid der koude en de weldoeners van het Internationaal Instituut der Koude zullen, door eene beslissing van het uitvoerend Comité, den titel kunnen bekomen van corresponderend lid van het Instituut.

ART. 3.

Het Instituut, zijne werkzaamheid tot het internationaal gebied beperkend, heeft als voornaamste doeleinden :

1^o) Het onderwijs der wetenschap en der praktijk van de koude, alsmede de ontwikkeling en de verspreiding der wetenschappelijke of technische studies en onderzoekingen op dit gebied gedaan, te bevorderen;

2^o) De studie te bevorderen der beste oplossingen van de vragen welke betrekking hebben op het bewaren, het vervoeren en het uitdeelen der aan bederf onderhevige waren ;

3^o) De plaats bekend te maken ingenomen in de wereld door de bevroren waren, uit het drievoudig oogpunt der voortbrengst, van het verkeer en van het verbruik; onder aanwijzing van den oorsprong der openbaar gemaakte inlichtingen;

4^o) Alle wetenschappelijke, technische en economische inlichtingen en documenten betreffende het voortbrengen en het gebruiken der koude, met het oog op hunne bekendmaking bijeen te brengen ;

5^o) De wetten, reglementen en inlichtingen van elken aard, welke van belang zijn voor de nijverheden der koude, voor hunne bestudeering bijeen te brengen en, in voorkomend geval, aan de goedkeuring der Regeeringen de maatregelen voor te stellen, welke strekken tot de verbetering en de eenmaking der reglementen betreffende het internationaal verkeer der producten, waarvoor de toepassingen der koude gebruikt kunnen worden ;

6^o) Internationale Congressen der Koude in te richten ;

7^o) Zich voortdurend in verbinding te houden met de belanghebbende wetenschappelijke en beroepsgroepeerings, ten einde de verwezenlijking van het programma zijner werkzaamheid te verzekeren.

Alle vragen, die de economische belangen, de wetgeving en het beheer van eenen afzonderlijken Staat raken, zijn onvereinigbaar met de bevoegdheid van het Internationaal Instituut der Koude.

ART. 4.

Het Internationaal Instituut der Koude wordt geplaatst onder het gezag en het toezicht eener Algemeene Conferentie samengesteld uit vertegenwoordigers door de deelnemende Staten aangewezen. De Staten, die geene officieele vertegenwoordigers wenschen te benoemen, kunnen door het Internationaal Instituut der Koude een geschikte groep doen aannemen die daarin hun land in hunne rechten en bevoegdheden zal vertegenwoordigen.

Het aantal der vertegenwoordigers van elken Staat in de Algemeene Conferentie is datgene vastgesteld bij artikel 9 van onderhavige Overeenkomst, dat de deername der Staten in de uitgaven van het Instituut regelt. De Leden der Conferentie welke verhinderd zijn eene vergadering bij te wonen, hebben het recht hunne volmacht te geven aan een hunner collega's der Conferentie.

De Algemeene Conferentie vergadert minstens alle twee jaren.

ART. 5.

De uitvoerende macht van het Internationaal Instituut der Koude is toevertrouwd aan een Uitvoerend Comité dat, onder de leiding en het toezicht der Algemeene Conferentie, er de beslissingen van uitvoert en de voorstellen, die haar onderworpen moeten worden, voorbereidt.

Het Uitvoerend Comité bestaat uit leden onderscheidenlijk door de Regeeringen aangewezen. Elke aangesloten Staat, Dominion of Kolonie zal in het Uitvoerend Comité vertegenwoordigd worden door één lid.

De Voorzitters der Internationale Commissies, voorzien in artikel 7 van onderhavige Overeenkomst, kunnen de vergaderingen van het Uitvoerend Comité bijwonen met raadgevende stem.

Het Uitvoerend Comité komt minstens twee maal per jaar bijeen. Het is gelast de besluiten der Algemeene Conferentie te doen uitvoeren; het heeft het volledige toezicht over het beheer van het Instituut; het benoemt bij geheime stemming den Bestuurder, die het ambt van Algemeenen Secretaris der Algemeene Conferentie vervult; het stelt het inwendig reglement voor het personeel vast, zoowel als alle bepalingen noodig voor de werking van het Instituut.

De leden van het Uitvoerend Comité, welke verhinderd zijn eene vergadering bij te wonen, hebben het recht hunne volmacht te geven aan een hunner collega's van het Comité.

Het Uitvoerend Comité kan in zijn midden een Besturend Comité benoemen.

In den tijd tusschen de zittingen, bezit het Uitvoerend Comité de macht der Algemeene Conferentie, onder voorbehoud van bekrachtiging door deze laatste der genomen besluiten.

Het Uitvoerend Comité kiest in zijn midden : een Voorzitter, zes Onder-Voorzitters en een Comité van Beheer, bestaande uit twaalf leden, dat de begroting voorbereidt en een jaarlijksch verslag uitbrengt over den geldelijken toestand van het Instituut.

Onder het toezicht van het Comité van Beheer, geeft de Bestuurder bevel tot uitbetaling der uitgaven en doet hij de ontvangsten; hij teekent alle kwitanties en alle ontvangstbewijzen; hij quitteert, accepteert, endosseert of trekt elken wissel, effect of mandaat voor rekening van het Instituut.

ART. 6.

De werking van het Instituut wordt verzekerd door een bezoldigd perso-

neel dat eenen door het Uitvoerend Comité benoemden Bestuurder, en de voor de werking van het Instituut noodige agenten omvat.

De benoeming en de afzetting der bedienden van elken rang behooren tot de bevoegdheid van het Uitvoerend Comité, op voorstel van den Bestuurder.

ART. 7.

De studiën voorzien bij artikel 3 van onderhavige overeenkomst worden ondernomen en voortgezet door Internationale Commissies, wier aantal en bevoegdheden vastgesteld worden door de Algemeene Conferentie.

Deze studiën hebben betrekking op de vragen betreffende het voortbrengen en het gebruik der koude op elk gebied en inzonderheid :

Het voortbrengen der lage temperaturen;

Het materieel en de inrichtingen voor het verwekken van de koude;

De industrieele toepassingen van de koude;

Het vervoer;

De wetgeving;

Het onderwijs;

De algemeene staathuishoudkunde en de statistiek.

De Voorzitter van elk dezer Commissies wordt gekozen door de Algemeene Conferentie en is er de verslaggever van tegenover deze laatste.

De samenstelling van elke Commissie wordt insgelijks vastgesteld door de Algemeene Conferentie volgens voorstellen ingediend door den door haar aangewezen Voorzitter, rekening houdend met de wenschen uitgedrukt door de Vereenigingen der Koude of andere wetenschappelijke of nijverheidsorganismen der landen die tot onderhavige Overeenkomst toegetreden zijn.

ART. 8.

De werken der Commissies en de inlichtingen van elken aard, verzameld door het Centraal Bureel van het Instituut krachtens het artikel 3 van onderhavige Overeenkomst, worden bekend gemaakt door middel van een tijdschrift. Deze officieele uitgave zal verschijnen in de Engelsche en in de Fransche taal, maar er zal op aanvraag der belanghebbende landen eene oplage kunnen worden uitgegeven in elke andere taal der landen die tot onderhavige Overeenkomst toegetreden zijn, in de mate waarin de gewone en buitengewone inkomsten van het Instituut zulks toelaten.

Het tijdschrift wordt kosteloos verstrekt aan al de landen die tot onderhavige Overeenkomst toegetreden zijn in eene verhouding vastgesteld door de Algemeene Conferentie volgens de categorie waarin zij zijn ingeschreven.

ART. 9.

De uitgaven noodig voor de werking van het Instituut worden gedekt :

1^o) Door de jaarlijksche toelagen der Staten die aannemen deel te nemen

aan zijne werking en wier bijdrage vastgesteld wordt volgens de hiernavolgende categorieën :

CATEGORIEËN.	Jaarlijksche toelagen.	Aantal vertegenwoordigers bij de Algemeene Conferentie.
I	12,000	6
II	9,000	5
III	6,000	4
IV	4,000	3
V	2,000	2
VI	1,000	1

2^o) Door de ontvangsten voortkomende van de intekeningen op het *Tijdschrift* en den verkoop der uitgegeven werken van het Instituut onder de voorwaarden vastgesteld door het uitvoerend Comité ;

3^o) Door de intekeningen, giften en legaten die het wettelijk kan verkrijgen inzonderheid krachtens toepassing van artikel 2 van onderhavige Overeenkomst.

De sommen, welke de bijdrage vertegenwoordigen van elk der verdragsluitende landen zullen door deze laatsten, in het begin van elk jaar, gestort worden aan den Bestuurder van het Instituut, door tussenkomst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek.

ART. 10.

De onderhavige Overeenkomst wordt gesloten voor een tijdperk van tien jaar. Na afloop van dezen termijn zal zij vernieuwd worden bij stilzwijgende verlenging elke vijf jaar, terwijl elke Regeering het recht heeft zich van het instituut terug te trekken of de categorie te wijzigen waarin zij zich gerangschikt heeft, na elk tijdperk, mits er minstens een jaar op voorhand kennis van te geven.

Elke Regeering welke later toe zal treden is verbonden tot na afloop van het eerste tijdperk van tien jaar, indien zij wordt aangenomen in de eerste vijf jaar van dit tijdperk. In het tegenovergesteld geval zal zij verbonden zijn tot na afloop van het aanvullende tijdperk van vijf jaar, dat volgt op datgene in den loop waarvan zij is aangenomen.

ART. 11.

De onderhavige Overeenkomst zal bekrachtigd worden. Elke mogendheid zal, binnen den kortst mogelijken tijd, hare bekrachtiging tot de Fransche Regeering richten, door wier zorgen er kennis van zal gegeven worden aan de andere onderteekenende landen.

De bekrachtigingen zullen neergelegd blijven in het archief der Fransche Regeering.

De onderhavige Overeenkomst zal in werking treden, voor elk onderteekenend land, den dag zelf van de nederlegging zijner akte van bekrachtiging.

Gedaan te Parijs, den een en twintigsten Juni negentienhonderd twintig, in een enkel exemplaar, dat neergelegd zal blijven in het archief van de Regeering der Fransche Republiek en waarvan de oorspronkelijke afschriften aan elk der onderteekenende Landen zal overhandigd worden.

Gezegd exemplaar, gedagteekend zooals hierboven gezegd, zal geteekend kunnen worden tot en met 31 December 1920.

TOT STAVING WAARVAN, de hierna vermelde Gevolmachtigden, wier volmachten in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, de onderhavige Overeenkomst hebben geteekend.

Voor de Argentijnsche Republiek :

Geteekend : DE ALVEAR.

» JORGE GUERRERO.

Voor België :

» WALTER PEEREBOOM.

Voor Chili :

» MAXIMILIANO IBANEZ.

Voor China :

»

Voor Columbia :

»

Voor de Republiek Costa-Rica :

» MANUEL DE PERALTA.

Voor de Cubaansche Republiek :

» RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.

Voor Denemarken :

» H. A. BERNHOFT.

Voor Spanje :

» MARIANO BASTOS.

Voor Finland :

»

Voor Frankrijk :

» J. RICARD.

ANDRÉ LEBON.

MAURICE LESAGE.

Voor Algerië :

» E. GÉRARD.

Voor de Koloniën van Fransch

West-Afrika en voor Madagaskar :

» YOU.

Voor de Fransche Koloniën en

Protectoraten van Indo-China :

» GARNIER.

Voor Groot-Brittannië :

»

Voor de Dominions van Zuid-Afrika :

»

Voor Canada :

»

Voor den Statenbond (Commonwealth) van Australië :

»

Voor Nieuw-Zeeland :

»

Voor Indië :

»

Voor Griekenland :

» SKROUSES.

Voor Guatemala :

»

Voor de Republiek Haïti :

»

Voor Italië :

» ANDREA SABINI.

Voor de Italiaansche Koloniën van Erythrea, van Tripolitanië en der Somali's :

» D^r UBERTO FERRETTI.

<i>Voor Japan :</i>	Geteekend :	H. ASHIDA.
<i>Voor Luxemburg :</i>	»	J. PH. WAGNER.
<i>Voor Marokko :</i>	»	NACIVET.
<i>Voor het Vorstendom Monaco :</i>	»	BALNY D'AVRICOURT.
<i>Voor Noorwegen :</i>	»	CHRISTOFFER SMITH.
<i>Voor de Republiek Panama :</i>	»	R. A. AMADOR.
<i>Voor Nederland en voor Nederlandsch-Indië :</i>	»	KAMERLINGH-ONNES.
<i>Voor Peru :</i>	»	
<i>Voor Polen :</i>	»	STANISLAS SOKOLOWSKI.
<i>Voor Portugal :</i>	»	JOSE DE MATTOS BRAANCAMPS
<i>Voor Roemenië :</i>	»	
<i>Voor den Servisch-Kroatisch- Sloveenschen Staat :</i>	»	DOUCHANS, TOMITCH.
<i>Voor Siam :</i>	»	
<i>Voor Zweden :</i>	»	
<i>Voor Zwitserland :</i>	»	DUNANT.
	»	CH. GUILLAUME.
<i>Voor de Tsjecho-Slowaksche- Republiek :</i>	»	V. C. VANICEK.
<i>Voor Tunis :</i>	»	H. GEOFFROY SAINT-HILAIRE
<i>Voor Uruguay :</i>	»	



PROJET DE LOI

approuvant la Convention Internationale pour la création, à Paris, d'un Institut International du Froid, signée à Paris le 21 juin 1920.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères, et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères présentera en Notre Nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention Internationale pour la création, à Paris, d'un Institut International du Froid, signée à Paris le 21 juin 1920, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

J. WAUTERS.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring der Internationale Overeenkomst voor de stichting, te Parijs, van een Internationaal Instituut der Koude, geteekend te Parijs op 21 Juni 1920.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken, en van Nijverheid, Handel en Bevoorrading,

WIJ HEDDEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, voorleggen :

EENIG ARTIKEL.

De Internationale Overeenkomst voor de stichting, te Parijs, van een Internationaal Instituut der Koude, geteekend te Parijs op 21 Juni 1920, zal hare volle kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 28^e December 1920.

Van's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,